

1973-2023 Chili / Uruguay : 50 ans de réseaux de solidarité et de résistance

1973-2023 Chile / Uruguay: 50 años de redes de solidaridad y resistencia

18-20 septembre 2023

Grenoble - Lyon

Francia



Septembre 2023 : 50^e anniversaire du coup d'État militaire du 11 septembre au Chili. Cet événement-monde (Sirinelli, 2002) a mis fin à un projet de société plus juste, basé sur la redistribution et l'amélioration du bien-être des classes laborieuses. Le coup d'arrêt donné à la « voie chilienne vers le socialisme » et à l'Unité populaire marque le déclin de la gauche mondiale – ni la voie armée, ni la voie des urnes ne peuvent modifier le politique -, et affirme le triomphe d'un Chili transformé en laboratoire d'un libéralisme exalté destiné à s'étendre au niveau planétaire. Cependant, en dépit des atteintes aux droits de l'Homme et des transformations politiques et structurelles autoritaires, la lutte et la résistance ont continué à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

Juin 2023 : 50^e anniversaire du coup d'État militaire du 27 juin en Uruguay. Après un long processus coercitif de domination sociale et politique (*Medidas prontas de seguridad*) qui provoque des résistances de plus en plus larges au sein de la population, le président Bordaberry dissout le Parlement, ouvrant de la sorte la voie à une dictature qui se prolongera jusqu'en mars 1985. Le coup d'état uruguayen a joui d'une notoriété et d'une répercussion mondiale moindre que celui du 11 septembre chilien.

Petit pays de trois millions d'habitants qui n'a pas connu d'expérience réformiste comme celle de l'Unité populaire, l'Uruguay a moins concentré le regard international sur sa crise économique, alors que, continuant à s'attacher à un système de représentation démocratique désormais en crise, sa classe dominante se montrait incapable de transformer des structures sociales et économiques obsolètes. Le Chili concentra le regard international, laissant croire à certains que la répression en Uruguay y était moindre.

Les points communs sont pourtant nombreux : prise du pouvoir par les militaires, censure, interdiction de syndicats, partis politiques et associations étudiantes, répression massive de la population, persécution d'opposants, censure de la presse, etc. Les Uruguayens furent nombreux à s'exiler, d'abord en Argentine et au Chili (où certains furent rattrapés par une violence d'État transfrontalière, prémisses du Plan Cóndor), d'autres s'exilèrent plus loin (Venezuela, Mexique, Cuba), voire en Europe (France, Suède, Italie, Espagne, etc.). Des réseaux de solidarité se sont alors tissés ici et là, portés par des intellectuels et des artistes eux-mêmes exilés ou par les hommes et femmes qui les accueillaient. Ces réseaux associaient souvent la solidarité avec l'Uruguay et le Chili (plus tard avec l'Argentine). Le prestige international des Tupamaros, le sort réservé aux « otages »

(un petit groupe de prisonniers détenus dans des conditions particulièrement inhumaines), le travail mené par certain.e.s auprès d'organismes internationaux, etc., ont finalement joué en faveur de la (re)connaissance internationale du cas uruguayen.

Le colloque, d'une façon innovante à l'égard de cette petite nation qu'est l'Uruguay, invite à prendre en compte le fait que l'histoire des pays du Cône sud ne peut être comprise sans une réflexion globale et supra-nationale (coordination des forces répressives, doctrine de la sécurité nationale, allégeance vis-à-vis des États-Unis, etc., mais surtout, comme contrepoint à la répression d'État, contacts, échanges, travail fédérateur des exilé.e.s). L'histoire comparée de ces résistances fait surgir de nombreux points communs, mais aussi des différences, qu'il conviendra d'explorer autant que mettre en valeur dans le cadre de ce colloque.

Le colloque ne consistera pas en une dénonciation, pourtant bien légitime et justifiable, des crimes de ces deux dictatures, des moyens utilisés par les forces répressives, à l'intérieur des pays (DINA, CNI, services de renseignements des forces armées au Chili, l'OCOA et le SID en Uruguay) ou à l'extérieur (Plan Cóndor et complicités euro-occidentales). Nous n'axerons pas cette rencontre sur la complicité des secteurs économiques dominants, ni sur le rôle indéniable des États-Unis pour mettre en place les régimes militaires et soutenir ces dictatures.

Il nous a paru plus intéressant de mettre en miroir les deux processus d'exil et de résistance qui en découlèrent, dans une perspective comparative afin de mieux discerner les particularités et les similitudes des résistances, des actions et des créations. Le colloque se propose donc de mettre à l'honneur l'élan de solidarité internationale qui s'est développé en Amérique latine, en Europe et aux États-Unis en réaction à ces deux coups d'État et à leurs exactions. Nous souhaitons mettre en lumière toutes les formes de résistance en exil et à l'intérieur - culturelles, politiques, institutionnelles ainsi que celle des associations et organismes issus de la société civile - qui ont constitué des instruments réels au service de la lutte contre ces dictatures.

Le colloque mettra un point d'honneur à équilibrer la place faite aux deux pays.

Les axes qui peuvent être abordés :

1) Organisations politiques à l'extérieur (luttres, conflits, actions).

- Mettre en lumière les réseaux, les échanges et le militantisme des exilés depuis l'étranger. L'organisation de la résistance politique. Les canaux utilisés pour donner à connaître la situation chilienne et uruguayenne (contre-information, appels à la presse, concerts, etc.).

- Les liens entre les différentes antennes des partis politiques à l'étranger (Internationale Socialiste, PCs, IV^e Internationale) et la résistance intérieure.

- Il conviendra de s'interroger sur les liens entre les exilés politisés et les partis politiques des sociétés d'accueil. Les exilés se sont-ils intégrés dans la vie politique de leur pays d'accueil, ou ont-ils limité leur participation à la résistance ? Y a-t-il eu adhésion massive aux « partis équivalents » lorsqu'ils existaient, ou l'exil a-t-il favorisé une évolution vers d'autres formations politiques ? Quelles relations et quelles influences ont pu avoir les partis politiques en exil sur les gauches européennes ? Quelles attitudes face aux évolutions de la gauche européenne et, plus tard, la disparition de l'URSS ?

- La question du droit de vote pour les Chiliens de l'extérieur a fortement mobilisé les communautés chiliennes dans tous les pays (Campagne internationale « Haz tu voto volar », 2013), la mobilisation

continue-t-elle et quelles sont les caractéristiques du vote des Chiliens de l'extérieur ? Qu'en a-t-il été de l'Uruguay ?

2) **La solidarité en exil** (associations, réseaux d'accueil) dans le monde.

- Le coup d'État a provoqué un élan de solidarité avec le Chili, moins visible avec l'Uruguay. Des associations et des comités ont vu le jour à travers le monde. Les réseaux internationaux de solidarité seront à analyser dans le contexte bipolaire de l'époque, ainsi que les réseaux à l'intérieur des sociétés d'accueil entre exilés de différents pays.

- Le rôle des intellectuels et artistes, et de leurs propres réseaux de solidarité (création de revues, intégration aux titres de presse nationaux en Europe en tant que journalistes ou dessinateurs de presse). Informer et contre-informer face aux discours européens pro dictature et au discours officiel des ambassades en Europe.

*

- Le colloque devrait permettre de rappeler le travail des acteurs anonymes et souvent zélés, qui dans les comités, les associations d'accueil (FTDA, Cimade, GAS...) ont accueilli et aidé les exilés à s'organiser et à s'intégrer dans leur pays d'exil. Le rôle des Universités – toutes disciplines confondues - dans l'engagement d'enseignants et intellectuels exilés, chiliens et uruguayens.

- Il conviendrait aussi de montrer l'action de certaines personnes (diplomates, personnalités politiques...) mais aussi d'analyser la participation des artistes et des intellectuels à la résistance et s'interroger sur l'influence des tribunaux et des organismes internationaux. Les jugements, dans le cadre de manifestations ou de tribunaux d'opinion, entre autres, le tribunal Russell 2 pour l'Amérique latine (1973-1976), seraient à évoquer, ainsi que les répercussions qu'ils ont pu avoir sur l'opinion.

- S'intéresser aux aspects judiciaires et aux poursuites engagées depuis l'extérieur contre l'État chilien (répression, déchéance de nationalité, crimes) dans le cadre de la juridiction internationale. Les combats judiciaires, en particulier l'arrestation de Pinochet à Londres, en 1998, ont contribué à souder la communauté et ont été à l'origine de la création de nouvelles associations. Cette action internationale reste à être éclairée dans le cas de l'Uruguay.

- Les associations de solidarité créées au moment de l'exil existent-elles encore, sont-elles toujours actives ? Cultivent-elles de nos jours l'idée de résistance et dans quels domaines ? Ont-elles ouvert leurs portes à d'autres communautés et participé à de nouveaux combats ? Ont-elles participé à un renouveau du politique dans leurs pays d'origine ?

3) En 2020, **le 50^e anniversaire de la victoire de l'Unité populaire** a été éclipsé par la crise sanitaire internationale, le confinement et les politiques officielles d'isolement, de distanciation et de contrôle social. Ce 50^e anniversaire aurait dû être l'occasion de démythifier la narration officielle, la représentation de l'échec imposée par la dictature, et permettre une relecture du projet de l'Unité populaire. Cette relecture a-t-elle débuté ? Utilise-t-elle la pratique passée pour relancer les luttes présentes ? Quel usage font les partis et organisations de gauche de l'expérience passée, au Chili comme en Uruguay ? Quels regards et quelles constructions les historiens portent-ils sur le cas uruguayen ? Les revendications sociales de la décennie présente peuvent-elles encore s'inspirer de ces luttes passées ?

Concernant la révolte chilienne qui débute en octobre 2019 : il convient de rendre compte des manifestations et des activités développées à l'étranger en soutien et solidarité avec le mouvement et

d'analyser les sources qui ont inspiré les nouvelles générations de Chiliens face à la répression exercée par le gouvernement Piñera.

4) **Le moment présent.** La révolte sociale depuis octobre 2019 au Chili, l'organisation de l'Assemblée constituante et les résultats électoraux de 2021 invitent à s'interroger sur la permanence d'idéaux ou sur les modalités de leurs transformations (abandon ou recyclage 50 ans après ?), dans un monde différent, marqué par l'après-Guerre froide.

Il convient d'observer l'évolution des formes de résistances et des idéaux dans un moment marqué par l'émergence de puissances commerciales asiatiques, la perte d'influence hégémonique de la puissance tutélaire états-unienne, l'apparition de régimes dits néo-populistes de gauche en Amérique latine, l'émergence d'économies libérales non-redistributives, le poids électoral des classes moyennes, l'émergence des luttes éco-critiques, indigènes et féministes.

Quelle place pour « les gauches » au Chili, quelles résistances face à un gouvernement qui ne nationalise pas les richesses du sous-sol, et qui prolonge la politique répressive face aux revendications indigènes... ? Quelle place pour les « gauches » dans un Uruguay parfois oublié de son passé ?

Bibliographie succincte

ADAMS, Jacqueline, *Art Against Dictatorship: Making and Exporting Arpilleras Under Pinochet*, University of Texas Press, 2013.

BERCHENKO Pablo, "Una revista de difusión cultural de la diáspora *Literatura chilena en el exilio* - literatura chilena creación y crítica, 1977-1990", *América. Cahiers du CRICCAL*, Année 1996, 15-16, p. 347-357.

BOLZMAN Claudio, « De l'exil à la diaspora : l'exemple de la migration chilienne », Presses de Sciences Po, *Autrepart*, 2002/2, n°22, p. 91-107.

-----*Sociologie de l'exil : une approche dynamique : l'exemple des réfugiés chiliens en Suisse*. Zürich, Editions Seismo, 1996.

BIANCHI Soledad, *Viajes de ida y vuelta: poetas chilenos en Europa (un panorama)*, Santiago, Ediciones Documentas-Ediciones Cordillera, 1992.

CHOUITEM Dorothée, « Les chemins de la justice et de la réparation en Uruguay. Une mémoire du terrorisme d'État fragmentée », *América*, 51 | 2018.

CAPLAN Raúl, « Ritournelle de la torture : reconstruire la mémoire par le son, la musique et le silence », *ReCHERches* (revue du CHER, Strasbourg), à paraître en 2023.

----- avec E. Fisbach, *Esthétiques de la déconstruction mémorielle dans le Cône Sud*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2019.

DEL POZO José, *Exiliados, emigrados y retornados: chilenos en América y Europa, 1973-2004*, LOM, 2006.

DE LA LLOSA Alvar, *Mobilisations sociales et effervescences révolutionnaires dans le Cône Sud (1964-1976)*, Neuilly, Atlande, 2015, 571 p.

GARRETÓN Manuel Antonio, Saúl SOSNOWSKI, Bernardo SUBERCASEAUX *Cultura, autoritarismo y redemocratización en Chile*, FCE, 1993.

JALABERT D'AMADO Lorenzo, MERKLEN Denis, *La dictadura desde Francia*, Montevideo, ed. del berretín, 2022, 181 p.

JEDLIKI Fanny, "La terre des pères : un Chili de rêve et de haine. La transmission de la mémoire dans les familles d'exilés chiliens", IV^o Congreso chileno de antropología, Colegio de antropólogos de Chile, 2001.

-----"Les exilés chiliens et l'affaire Pinochet. Retour et transmission de la mémoire". *Cahier de l'URMIS*. 2001. <http://journals.openedition.org/urmis/15>

MOUESCA Jacqueline, *Cine en exilio, Plano secuencia de la memoria de Chile: veinticinco años de cine chileno (1960-1985)*. Madrid : Eds. del Litoral, 1988.

- Cine chileno: veinte años: 1970-1990*. Santiago: Ministerio de Educación, 1992.
- PROGNON Nicolas, *Les exilés chiliens en France, entre exil et retour (1973-1994)*, EUE, 2011, 375 p.
- "Producción cultural de los exiliados chilenos en Francia: la construcción de una indispensable memoria de la Unidad Popular para la democracia chilena", *Chile en el siglo XXI: ¿nuevos recorridos artísticos, nuevos caminos históricos?*, Santiago, Col. Piso Diez Ediciones, 2013, p. 59-77.
- ROJAS MIRA, Claudia y Santoni, Alessandro, "Geografía política del exilio chileno: los diferentes rostros de la solidaridad", *Perfiles latinoamericanos*, 2013, vol.21, n. 41.
- ROJAS SILVA Belén, *La marche de l'inquiétude : de jeunes Chiliens à Paris (thèse)*.
- ROJAS MIRA Claudia, *Las moradas del exilio: la casa de Chile en México (1973-1993)*, UNAM, Mexico, 2019.
- RONIGER Luis, Leonardo SENKMAN, Saúl SOSNOWSKI, Mario SZNAJDE, *Exilio, diáspora y retorno: Transformaciones e impactos culturales en Argentina, Chile, Paraguay y Uruguay*, BsAs, Eudeba, 2021.
- SZAJDER, Mario y RONIGER, Luis: *La política del destierro y el exilio en América Latina*, México, Fondo de Cultura Económica, 2013.

*

Langues de travail : espagnol, français.

Dates :

Colloque du **18 au 20 septembre 2023** à l'université Grenoble Alpes et Lumière-Lyon 2 (le lieu exact et la répartition entre les deux universités dépendra des propositions reçues et des axes choisis pour chaque université). Nous informerons de la répartition lors de la lettre d'acceptation des communications. Une navette entre Grenoble et Lyon sera prévue afin de faciliter les déplacements.

Date limite de réponse à l'appel : **17 avril 2023** Proposition à envoyer aux trois organisateurs

Résumé de 500 mots environ avec une synthèse du parcours de recherche, principales publications et filiation académique. Merci d'indiquer l'axe dans lequel il vous semble pertinent d'inclure votre proposition

28 avril : dévoilement des propositions acceptées.

Comité scientifique :

Mario Ayala, Universidad Nacional de Tierra del Fuego, CONICET
María José Bruña Bragado, Universidad de Salamanca
Carlos Walter Demasi Herrera, Universidad de la República – Montevideo
Erich Fisbach, Université d'Angers
Norah Giraldo Dei-Cas, Université Lille3

Jimena Obregón – Université Rennes2
Claudia Fedora Rojas Mira, UTEM
Benoît Santini, Université du Littoral- Côte d'Opale
Hernán Venegas Valdebenito, USACH

Comité organisateur :

Alvar de la Llosa – Université Lyon 2: Alvar.DeLaLlosa@univ-lyon2.fr

Olga Lobo Carballo - Université Grenoble-Alpes: Olga.Lobo-Carballo@univ-grenoble-alpes.fr

Raul Caplan - Université Grenoble-Alpes: raul.caplan@univ-grenoble-alpes.fr

Septiembre de 2023: cincuentenario del golpe militar del 11 de setiembre en Chile. Este acontecimiento-mundo (Sirinelli, 2002) puso fin a un proyecto de sociedad más justa, basado en la redistribución y la mejora del bienestar de las clases trabajadoras. El fin de la "vía chilena al socialismo" y de la Unidad Popular marcó el declive de la izquierda mundial -ni la vía armada ni las urnas pudieron cambiar la política- y afirmó el triunfo de un Chile transformado en laboratorio de un liberalismo exaltado destinado a extenderse por todo el mundo. Sin embargo, a pesar de las violaciones a los derechos humanos y los cambios políticos y estructurales autoritarios, la lucha y la resistencia continuaron tanto dentro como fuera del país.

Junio de 2023: cincuentenario del golpe militar del 27 de junio en Uruguay. Tras un largo proceso autoritario de dominación social y política (Medidas Prontas de Seguridad) que provocó una resistencia creciente entre la población, el presidente Bordaberry disolvió el Parlamento, allanando el camino a una dictadura que duraría hasta marzo de 1985. El golpe de Estado uruguayo fue menos conocido y tuvo menos repercusión mundial que el chileno del 11 de septiembre.

Pequeño país de tres millones de habitantes que no contaba con una experiencia reformista como la de la Unidad Popular, Uruguay atrajo mucho menos las miradas del mundo sobre su crisis económica, mientras su clase dirigente seguía aferrada a un sistema de representación democrática claramente en crisis, y se mostraba incapaz de transformar unas estructuras sociales y económicas obsoletas. Chile atrajo la atención internacional, lo que llevó a menudo a creer que la represión en Uruguay era menos severa.

Sin embargo, había numerosas similitudes: la toma del poder por los militares, la censura, la prohibición de sindicatos, partidos políticos y asociaciones estudiantiles, la represión masiva de la población, la persecución de los opositores, la censura de la prensa, etc. Muchos uruguayos se exiliaron, primero en Argentina y Chile (donde algunos fueron víctimas de la violencia estatal transfronteriza, premisa del Plan Cóndor), otros se exiliaron más lejos (Venezuela, México, Cuba), e incluso en Europa (Francia, Suecia, Italia, España, etc.). Se tejieron entonces redes de solidaridad aquí y allá, impulsadas por intelectuales y artistas -ellos mismos exiliados- o por quienes los acogieron. Estas redes solían asociar la solidaridad con Uruguay y Chile (más tarde con Argentina). El prestigio internacional de los Tupamaros, el tratamiento recibido por los "rehenes" (un pequeño grupo de prisioneros retenidos en condiciones especialmente inhumanas), las intervenciones de algunas personas en organizaciones internacionales, etc., influyeron finalmente en el (re)conocimiento internacional del caso uruguayo.

Este coloquio, de forma innovadora en lo que respecta a la pequeña nación uruguaya, invita a tomar en cuenta el hecho de que la historia de los países del Cono Sur no puede entenderse sin una reflexión global y supranacional (coordinación de fuerzas represivas, Doctrina de la Seguridad Nacional, obediencia respecto a los Estados Unidos, etc., pero, sobre todo, como contrapunto a la represión estatal, contactos, intercambios y labor federadora de los exiliados). La historia comparada de estas resistencias permite sacar a la luz muchos puntos en común, pero también diferencias, que es preciso explorar y poner de realce en el marco de este coloquio.

El coloquio no consistirá en una denuncia, por legítima y justificable que pueda ser, de los crímenes de estas dos dictaduras, de los medios utilizados por las fuerzas represivas, dentro de los países (DINA, CNI, servicios de inteligencia de las Fuerzas Armadas en Chile, la OCOA y el SID en el Uruguay) o fuera de ellos (Plan Cóndor y complicidades euro-occidentales). No nos centraremos en la complicidad de los sectores económicos dominantes, ni en el innegable papel de Estados Unidos en la instauración de estos regímenes militares y en el apoyo a las dictaduras.

Nos ha parecido más interesante estudiar comparativamente los dos procesos de exilio y de posterior resistencia, para discernir mejor las particularidades y similitudes de la resistencia, de las acciones y creaciones. Por ello, el coloquio se centrará en la solidaridad internacional que se desarrolló en América Latina, Europa y Estados Unidos como reacción a estos dos golpes de Estado y a la violencia que engendraron. Queremos destacar todas las formas de resistencia en el exilio y en el interior del país - culturales, políticas, institucionales, así como las de las asociaciones y organizaciones de la sociedad civil - que fueron instrumentos efectivos en la lucha contra estas dictaduras.

El coloquio se esforzará por equilibrar el lugar concedido a ambos países.

Los ejes que podrán ser abordados:

1) Organizaciones políticas en el extranjero (luchas, conflictos, acciones).

- Poner de relieve las redes, los intercambios y el activismo de los exiliados en el extranjero. La organización de la resistencia política. Los canales utilizados para dar a conocer la situación chilena y uruguaya (contrainformación, llamadas a la prensa, conciertos, etc.).

- Los vínculos entre las diferentes ramas de los partidos políticos en el extranjero (Internacional Socialista, PC, Cuarta Internacional) y la resistencia interna.

- Sería pertinente examinar los vínculos entre los exiliados politizados y los partidos políticos de los países en que llegaron a residir. ¿Se integraron los exiliados en la vida política de su país de acogida o limitaron su participación a la resistencia? ¿Hubo una adhesión masiva a los "partidos equivalentes" cuando existían, o el exilio favoreció un desplazamiento hacia otras formaciones políticas? ¿Qué relaciones e influencias tuvieron los partidos políticos en el exilio en las izquierdas europeas? ¿Cuáles fueron sus actitudes ante la evolución de la izquierda europea y, más tarde, la desaparición de la URSS?

- El tema del derecho al voto de los chilenos en el exterior ha movilizado fuertemente a las comunidades chilenas en todos los países (Campaña Internacional "Haz tu voto volar", 2013), ¿continúa la movilización y cuáles son las características del voto de los chilenos en el exterior? ¿Y en el caso uruguayo?

2) Solidaridad en el exilio (asociaciones, redes de acogida) en el mundo.

- El golpe de Estado provocó una oleada de solidaridad con Chile, menos visible con Uruguay. Surgieron asociaciones y comités en distintas partes del mundo. Se analizarán las redes de solidaridad internacional en el contexto bipolar de la época, así como las redes dentro de las sociedades de acogida entre exiliados de distintos países.

- El papel de los intelectuales y artistas, y sus propias redes de solidaridad (creación de revistas, integración en la redacción de prensas nacionales en Europa como periodistas o dibujantes de prensa). Informar y contrainformar frente al discurso europeo favorable a la dictadura y el discurso oficial de las embajadas en Europa.

*

- El coloquio debería permitir recordar el trabajo de los actores anónimos y a menudo constantes, que en los comités, las asociaciones de acogida (FTDA, Cimade, GAS...) recibieron y ayudaron a los exiliados a organizarse y a integrarse en su país de exilio. El papel de las

universidades -incluidas todas las disciplinas- en la contratación de profesores e intelectuales chilenos y uruguayos exiliados.

- Sería conveniente mostrar la actuación de determinadas personas (diplomáticos, personalidades políticas, etc.), pero también analizar la participación de artistas e intelectuales en la resistencia y cuestionar la influencia de los tribunales y las organizaciones internacionales. Cabe mencionar las sentencias dictadas en el marco de manifestaciones o tribunales de opinión, como el Tribunal Russell 2 para América Latina (1973-1976), así como las repercusiones que pudieron tener en la opinión pública.

- Enfoque sobre los aspectos judiciales y la persecución del Estado chileno desde el exterior (represión, inhabilitación, crímenes) en el marco de la jurisdicción internacional. Las batallas legales, en particular la detención de Pinochet en Londres en 1998, contribuyeron a unir a la comunidad y dieron lugar a la creación de nuevas asociaciones. Queda por aclarar esta acción internacional en el caso de Uruguay.

- ¿Siguen existiendo las asociaciones de solidaridad creadas en la época del exilio, permanecen activas? ¿Siguen cultivando la idea de la resistencia y en qué ámbitos? ¿Han abierto sus puertas a otras comunidades y participado en nuevas luchas? ¿Han participado en una renovación de la política en sus países de origen?

3) En 2020, el 50º aniversario de la victoria de la Unidad Popular se vio ensombrecido por la crisis sanitaria internacional, el confinamiento y las políticas oficiales de aislamiento, distanciamiento y control social. Este 50 aniversario debería haber sido una oportunidad para desmitificar la narrativa oficial, la representación del fracaso impuesta por la dictadura, y permitir una relectura del proyecto de la Unidad Popular. ¿Ha comenzado esta relectura? ¿Utiliza las prácticas pasadas para revivir las luchas del presente? ¿Qué uso hacen los partidos y organizaciones de izquierda de la experiencia pasada, tanto en Chile como en Uruguay? ¿Cómo ven y construyen los historiadores el caso uruguayo? ¿Pueden las reivindicaciones sociales de la década actual seguir inspirándose en estas luchas anteriores?

En lo que respecta a la revuelta chilena que se inicia en octubre de 2019: es necesario dar cuenta de las manifestaciones y actividades desarrolladas en el exterior en apoyo y solidaridad con el movimiento y analizar las fuentes que han inspirado a las nuevas generaciones de chilenos frente a la represión ejercida por el gobierno de Piñera.

4) **El momento presente**. La revuelta social desde octubre de 2019 en Chile, la organización de la Asamblea Constituyente y los resultados electorales de 2021 nos invitan a cuestionar la permanencia de los ideales o las modalidades de su transformación (¿abandono o reciclaje 50 años después?), en un mundo diferente, marcado por la posguerra fría.

Hay que observar la evolución de las formas de resistencia y de los ideales en un momento marcado por la emergencia de las potencias comerciales asiáticas, la pérdida de influencia hegemónica del poder tutelar de los Estados Unidos, la aparición de los llamados regímenes neopopulistas de izquierda en América Latina, el surgimiento de economías liberales no redistributivas, el peso electoral de las clases medias, la emergencia de luchas ecocríticas, indígenas y feministas.

¿Qué lugar para las "izquierdas" en Chile, qué resistencias frente a un gobierno que no nacionaliza las riquezas del subsuelo, y que prolonga su política represiva frente a las demandas indígenas? ¿Qué lugar para las "izquierdas" en un Uruguay que a veces olvida su pasado?

Bibliografía sucinta

- ADAMS, Jacqueline, *Art Against Dictatorship: Making and Exporting Arpilleras Under Pinochet*, University of Texas Press, 2013.
- BERCHENKO Pablo, “Una revista de difusión cultural de la diáspora *Literatura chilena en el exilio* - literatura chilena creación y crítica, 1977-1990”, *América. Cahiers du CRICCAL*, Année 1996, 15-16, p. 347-357.
- BOLZMAN Claudio, « De l'exil à la diaspora : l'exemple de la migration chilienne », Presses de Sciences Po, *Autrepart*, 2002/2, n°22, p. 91-107.
- Sociologie de l'exil : une approche dynamique : l'exemple des réfugiés chiliens en Suisse*. Zürich, Editions Seismo, 1996.
- BIANCHI Soledad, *Viajes de ida y vuelta: poetas chilenos en Europa (un panorama)*, Santiago, Ediciones Documentas-Ediciones Cordillera, 1992.
- CHOUITEM Dorothée, « Les chemins de la justice et de la réparation en Uruguay. Une mémoire du terrorisme d'État fragmentée », *América*, 51 | 2018.
- CAPLAN Raúl, « Ritournelle de la torture : reconstruire la mémoire par le son, la musique et le silence », *ReCHERches* (revue du CHER, Strasbourg), à paraître en 2023.
- avec E. Fisbach, *Esthétiques de la déconstruction mémorielle dans le Cône Sud*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2019.
- DEL POZO José, *Exiliados, emigrados y retornados: chilenos en América y Europa, 1973-2004*, LOM, 2006.
- DE LA LLOSA Alvar, *Mobilisations sociales et effervescences révolutionnaires dans le Cône Sud (1964-1976)*, Neuilly, Atlande, 2015, 571 p.
- GARRETÓN Manuel Antonio, Saúl SOSNOWSKI, Bernardo SUBERCASEAUX *Cultura, autoritarismo y redemocratización en Chile*, FCE, 1993.
- JALABERT D'AMADO Lorenzo, MERKLEN Denis, *La dictadura desde Francia*, Montevideo, ed. del berretín, 2022, 181 p.
- JEDLIKI Fanny, “La terre des pères : un Chili de rêve et de haine. La transmission de la mémoire dans les familles d'exilés chiliens”, IV^o Congreso chileno de antropología, Colegio de antropólogos de Chile, 2001.
- “Les exilés chiliens et l'affaire Pinochet. Retour et transmission de la mémoire”. *Cahier de l'URMIS*. 2001. <http://journals.openedition.org/urmis/15>
- MOUESCA Jacqueline, *Cine en exilio, Plano secuencia de la memoria de Chile: veinticinco años de cine chileno (1960-1985)*. Madrid : Eds. del Litoral, 1988.
- Cine chileno: veinte años: 1970-1990*. Santiago: Ministerio de Educación, 1992.
- PROGNON Nicolas, *Les exilés chiliens en France, entre exil et retour (1973-1994)*, EUE, 2011, 375 p.
- "Producción cultural de los exiliados chilenos en Francia: la construcción de una indispensable memoria de la Unidad Popular para la democracia chilena", *Chile en el siglo XXI: ¿nuevos recorridos artísticos, nuevos caminos históricos?*, Santiago, Col. Piso Diez Ediciones, 2013, p. 59-77.
- ROJAS MIRA, Claudia y Santoni, Alessandro, “Geografía política del exilio chileno: los diferentes rostros de la solidaridad”, *Perfiles latinoamericanos*, 2013, vol.21, n. 41.
- ROJAS SILVA Belén, *La marche de l'inquiétude : de jeunes Chiliens à Paris (thèse)*.
- ROJAS MIRA Claudia, *Las moradas del exilio: la casa de Chile en México (1973-1993)*, UNAM, Mexico, 2019.
- RONIGER Luis, Leonardo SENKMAN, Saúl SOSNOWSKI, Mario SZNAJDE, *Exilio, diáspora y retorno: Transformaciones e impactos culturales en Argentina, Chile, Paraguay y Uruguay*, BsAs, Eudeba, 2021.
- SZAJDER, Mario y RONIGER, Luis: *La política del destierro y el exilio en América Latina*, México, Fondo de Cultura Económica, 2013.

*

Lenguas de trabajo : español, francés.

Fechas :

Coloquio del **18 al 20 de septiembre de 2023** en la universidad de Grenoble Alpes et Lumière-Lyon 2 (el lugar exacto y la repartición entre las dos universidades dependerá de las propuestas y los ejes elegidos para cada universidad). Informaremos de la repartición en el momento de la aceptación de propuestas. Nos ocuparemos del transporte entre Grenoble y Lyon para facilitar los desplazamientos.

Fechas límite de respuesta a la convocatoria : **17 de abril de 2023**

Las propuesta a enviar a los tres organizadores deberán incluir :

Un resumen de la propuesta de unas 500 palabras, síntesis del perfil de investigación, principales publicaciones y filiación académica. Les rogamos indicar el eje en que les parece pertinente incluir su propuesta

28 de abril : información sobre propuestas aceptadas.

Comité científico:

Mario Ayala, Universidad Nacional de Tierra del Fuego, CONICET
María José Bruña Bragado, Universidad de Salamanca
Carlos Walter Demasi Herrera, Universidad de la República – Montevideo
Erich Fisbach, Université d'Angers
Norah Giraldi Dei-Cas, Université Lille3
Jimena Obregón – Université Rennes2
Claudia Fedora Rojas Mira, UTEM
Benoît Santini, Université du Littoral- Côte d'Opale
Hernán Venegas Valdebenito, USACH

Comité organizador :

Alvar de la Llosa – Université Lyon 2: Alvar.DeLaLlosa@univ-lyon2.fr

Olga Lobo Carballo - Université Grenoble-Alpes: Olga.Lobo-Carballo@univ-grenoble-alpes.fr

Raul Caplan - Université Grenoble-Alpes: raul.caplan@univ-grenoble-alpes.fr